

Il y a 3 ans, la rue se mobilisait contre un 3ème mandat de Nkurunziza

Deutsche Welle, 26.04.2018 Le 25 avril 2015, le parti au pouvoir - le CNDD-FDD - investissait Pierre Nkurunziza comme son candidat à la présidentielle de juin 2015. L'annonce avait plongé le pays dans une crise politique.

Trois ans après, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et les Burundais, toutes obédiences confondues, se souviennent de la brusque montée de la tension à Bujumbura, à commencer par de timides déclarations d'organisations de défense de la démocratie soutenant l'accord politique d'Arusha - le document qui a mis fin, en 2000, à la Guerre civile burundaise déclenchée en 1993. Il s'ensuivit ensuite une série de réactions de plusieurs leaders de partis politiques de l'opposition qui avaient immédiatement rejeté toute idée d'un troisième mandat. Réaction violente des forces de sécurité.

Dans la foulée, les manifestations contre les velléités du président Nkurunziza de s'accrocher au pouvoir envahissent les rues et enflamment les quartiers contestataires de Bujumbura. La police tire des balles réelles sur les manifestants dont ceux du Mouvement pour la solidarité et la démocratie. Celui qu'on va appeler Mahoro John - pour des raisons de sécurité - se rappelle encore de la fusillade. "Quand nous nous sommes lancés dans la rue, les policiers de Pierre Nkurunziza et la police de renseignements nous ont attaqués, ils en ont tués certains parmi nous. Il y en a qui ont été emprisonnés et d'autres torturés. Nous avons vécu une situation difficile", témoigne John qui vit désormais en France. La suspension du MSD Il y a un peu plus d'un an, le Mouvement pour la solidarité et la démocratie a été suspendu sur décision du gouvernement. Le pouvoir accuse Alexis Sinduhije, le fondateur du MSD, de "vouloir combattre le Burundi" par les armes. L'exil des proches du régime L'ancien vice-président du Burundi, Imogène Iyamungu, en février 2014, a aussi subi la colère de Bujumbura. Depuis, Bernard Busokoza vit en France. "Quand il a manifesté l'intention de briguer un troisième mandat, je n'ai jamais eu l'ombre d'un doute que son intention réelle était de s'éterniser au pouvoir. Dans toutes les discussions que nous avons menées, il disait tout simplement qu'il voulait un troisième mandat. Mais en analysant de près ce qu'il disait, notamment dans les amendements proposés, il voulait enlever toute référence à Arusha, cela montrait que son intention réelle était de s'éterniser au pouvoir", s'indigne Bernard Busokoza. La crise s'est exacerbée Depuis l'annonce, en avril 2015, de la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, le Burundi est plongé dans une crise politique qui a fait au moins 1.200 morts et plus de 400.000 réfugiés. La Cour pénale internationale a ouvert une enquête sur ces cas. Dénonciation des ONG Les organisations internationales de défense des droits de l'homme comme Human Rights Watch et la Fédération internationale des droits de l'homme dénoncent régulièrement des restrictions qui entravent les droits à la liberté d'expression et de réunion. Selon Human Rights Watch et la Fédération internationale des droits de l'homme, les forces de sécurité burundaises se sont livrées à des homicides illégaux, des disparitions forcées, des actes de torture, des arrestations et autres détentions arbitraires.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});